



---

**Financement bancaire et croissance des Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Mbuji mayi :  
Nécessité d'un relâchement des contraintes**

**MISAKABO KALONJI Danie**

Chef de Travaux à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université Officielle de Mbuji mayi  
(UOM).

Doctorant à l'Université de Kisangani

**MUMPAMBALA LUZOLO Didier**

Professeur à l'Université de Kwango

**NTITA NTITA Jean Christophe**

Professeur à l'Université Officielle de Mbuji mayi

**EGUDRA NYADRI Janvier**

Professeur associé à l'Université de Kisangani

---

**Summary:** This article analyzes the effect of easing bank financing constraints on the growth of Small and Medium Enterprises in the city of Mbuji mayi. Using a quantitative approach conducted with 385 SMEs, the study employed Principal Component Analysis (PCA) to construct the composite growth index, a linear regression model was used to analyze this effect, and in robustness analysis, an ordinal logistic regression was employed. The results show that bank financing in the city of Mbuji mayi does not stimulate SME growth due to the restrictive conditions that accompany it: - high rationing rate, high interest rate, and short repayment period. Thus, credit rationing and the interest rate significantly hinder business growth, while extending the repayment period promotes their development. The simulations carried out indicate that a relaxation of credit conditions significantly improves the growth of SMEs. The study concludes that more flexible and inclusive banking policies constitute an essential lever to support local economic development.

**Keywords :** Bank financing, SMEs, growth, financial constraints, bank credit, Mbuji mayi.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.20492939>

---

## **I. Introduction**

Les petites et moyennes entreprises (PME) occupent une place centrale dans les économies contemporaines, en particulier dans les pays en développement où elles constituent un levier essentiel de création d'emplois, de dynamisation du tissu économique et de réduction de la pauvreté. En République Démocratique du Congo, et plus spécifiquement dans la ville de Mbuji mayi, les PME représentent une part importante de l'activité économique locale. Toutefois, malgré leur rôle stratégique, leur croissance demeure limitée par plusieurs contraintes structurelles, parmi lesquelles l'accès au financement bancaire apparaît comme l'un des obstacles majeurs.

En effet, le financement bancaire constitue une source essentielle de ressources externes permettant aux entreprises de soutenir leurs investissements, d'améliorer leur productivité et d'accroître leur capacité d'innovation. Cependant, dans de nombreux contextes africains, les PME sont confrontées à un accès restreint au crédit bancaire en raison de multiples facteurs, notamment les exigences élevées en matière de garanties, les taux d'intérêt jugés prohibitifs, la lourdeur des procédures administratives, ainsi que les asymétries d'information entre les institutions financières et les entreprises. Ces contraintes contribuent à un rationnement du crédit, limitant ainsi les possibilités de croissance des PME.

Face à ces difficultés, la question du relâchement des contraintes de financement bancaire s'impose comme un enjeu crucial pour favoriser le développement des PME. Le relâchement de ces contraintes peut se traduire par un assouplissement des conditions d'octroi du crédit, une réduction des coûts de financement, une amélioration de la relation entre les banques et les entreprises, ou encore la mise en place de mécanismes institutionnels facilitant l'accès au crédit. Dans cette perspective, plusieurs travaux empiriques ont montré que l'amélioration des conditions de financement peut avoir un impact significatif sur la performance et la croissance des PME, notamment en facilitant l'investissement et l'innovation.

Cependant, malgré l'abondance relative des études portant sur le financement des PME dans différents contextes, peu de recherches se sont intéressées spécifiquement à la dynamique du relâchement des contraintes bancaires dans le contexte local de Mbujimayi. Or, ce contexte présente des particularités économiques et institutionnelles susceptibles d'influencer la relation entre financement bancaire et croissance des entreprises. Il apparaît donc nécessaire d'analyser cette problématique dans une perspective empirique adaptée à la réalité locale.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente étude, qui se propose d'examiner la question suivante : **dans quelle mesure le relâchement des contraintes de financement bancaire contribue-t-il à la croissance des PME dans la ville de Mbujimayi ?** L'objectif principal est d'évaluer l'impact des mesures d'assouplissement des conditions de financement sur la performance et le développement des PME, afin d'apporter des éléments de réponse susceptibles d'éclairer les politiques publiques et les stratégies des institutions financières en faveur du soutien au secteur entrepreneurial.

## II. Revue de littérature

### 1. Revue théorique

La question du financement des entreprises, et en particulier des PME, s'inscrit dans le cadre des théories de la finance d'entreprise qui cherchent à expliquer les choix de financement et leurs implications sur la performance des firmes. Parmi les approches fondatrices, la théorie de Modigliani et Miller (1958) postule, dans un contexte de marchés parfaits, l'indépendance entre la structure financière et la valeur de l'entreprise. Toutefois, cette hypothèse a été largement remise en cause, notamment en raison de l'existence d'imperfections de marché.

Dans ce contexte, la théorie de l'agence développée par Jensen et Meckling (1976) met en évidence les conflits d'intérêts entre les différents acteurs (dirigeants, actionnaires, créanciers), générant des coûts d'agence susceptibles d'influencer les décisions de financement. Par ailleurs, la théorie du financement hiérarchisé (Myers & Majluf, 1984) soutient que les entreprises privilégient d'abord les ressources internes, ensuite la dette, et enfin les capitaux propres, en raison des asymétries d'information.

Ces asymétries d'information ont été particulièrement mises en évidence par Stiglitz et Weiss (1981), qui montrent que le marché du crédit peut être caractérisé par un phénomène de rationnement, même en présence d'une demande solvable. Ce rationnement s'explique par la sélection adverse et le risque moral, qui incitent les banques à restreindre l'offre de crédit, notamment à l'égard des PME perçues comme plus risquées.

En outre, la théorie du cycle de vie de l'entreprise (Berger & Udell, 1998) souligne que les besoins et les sources de financement évoluent en fonction des différentes phases de développement de l'entreprise. Ainsi, les PME en phase de démarrage dépendent davantage des ressources internes, tandis que celles en phase de croissance recourent davantage au financement bancaire.

Dans cette optique, le relâchement des contraintes de financement bancaire peut être interprété comme une réduction des imperfections du marché du crédit, permettant une meilleure allocation des ressources financières et favorisant ainsi la croissance des PME.

## 2. Revue empirique

Plusieurs travaux empiriques ont analysé les contraintes du financement bancaire des PME dans différents contextes économiques. En Algérie, Saidonia et Mouffok (2023), dans leur étude sur les PME de la Wilaya de Bejaia, ont cherché à identifier les principaux besoins de financement des PME et les modalités d'octroi du crédit bancaire. À partir d'une enquête menée auprès de 16 banques, ils montrent que la lourdeur des procédures bancaires, les multiples niveaux d'analyse et de validation des dossiers ainsi que les frais liés à l'étude des demandes constituent des freins importants au développement des PME.

Dans la même perspective, Hadji (2021) a étudié les obstacles de financement bancaire des PME en Algérie, particulièrement à Sidi Bel Abbès. L'étude révèle que les principales contraintes d'accès au crédit bancaire sont liées à la bureaucratie, à la lenteur des démarches administratives, au niveau élevé des garanties exigées et aux taux d'intérêt appliqués. Ces résultats confirment que les conditions bancaires restrictives limitent la capacité des PME à financer leur croissance.

Toujours en Algérie, Bouchair et Dafri (2022), à partir d'une enquête réalisée auprès de 115 PME domiciliées au niveau du CPA, aboutissent à des résultats similaires. Ils montrent que les PME rencontrent des difficultés d'accès au crédit à cause de la bureaucratie, de la lenteur des procédures administratives, du niveau élevé des garanties et des taux d'intérêt. Ces contraintes réduisent la capacité des entreprises à satisfaire leurs besoins de financement.

Tlili (2022), dans une étude portant sur le financement bancaire des PME en Algérie à travers le cas du crédit d'investissement au sein de la BDL, analyse le mécanisme de financement bancaire et ses contraintes. L'étude montre que le crédit d'investissement peut contribuer au financement des PME lorsque l'entreprise dispose d'une capacité de remboursement suffisante, notamment à travers un cash-flow capable de couvrir les engagements futurs.

Au Cameroun, Kadjie et al. (2019) ont étudié l'effet synergique des déterminants de l'accès au financement bancaire des PME. À partir d'un questionnaire administré à 78 PME et d'une régression logistique binomiale, leurs résultats indiquent que la relation banque-entreprise influence positivement l'accès au crédit bancaire. La durée de la relation avec la banque et le nombre de banques partenaires apparaissent ainsi comme des facteurs favorables au financement bancaire des PME.

Dans le même pays, Dumas et al. (2017) ont analysé les déterminants du financement bancaire des PME camerounaises. Les résultats de leur modèle montrent que le financement bancaire dépend de plusieurs caractéristiques internes et relationnelles des PME. L'étude confirme que l'accès au crédit bancaire est lié à la qualité du dossier, à la relation avec les institutions financières et à la capacité de l'entreprise à rassurer les prêteurs.

Nzugueum (2023), dans une étude menée au Cameroun en période de crise de COVID-19, a examiné l'effet des contraintes financières sur la capacité d'innovation des PME. À partir des données collectées auprès de 138 PME, l'auteur montre que les contraintes financières influencent négativement les dépenses en recherche-développement et l'innovation de produit. Cette étude met en évidence que le manque d'accès au financement ne limite pas seulement la croissance quantitative des PME, mais aussi leur capacité d'innovation.

Au Burundi, Singirankabo et al. (2023) ont étudié les contraintes de financement des moyennes entreprises par les institutions bancaires. À partir d'un questionnaire adressé à 155 entreprises et traité avec SPSS et AMOS, les résultats montrent que la taille, l'âge de l'entreprise, le système de gestion, le profil du dirigeant, la relation de long terme avec la banque, les garanties et la fréquence de contrôle influencent significativement la réduction du rationnement du crédit.

En RDC, Mumpambala (2014) analyse le financement des PME dans un contexte d'imperfection du marché du crédit bancaire. Son étude met en évidence la frilosité des banques à financer les PME, souvent considérées comme risquées. L'auteur souligne la nécessité de l'intervention de l'État, notamment à travers des mécanismes incitatifs pouvant améliorer l'accès des PME au financement bancaire.

Au Kasai Oriental, Kalombo (2023) a étudié les facteurs déterminants de la croissance organique des PME familiales. Ses résultats indiquent que la gouvernance constitue le premier facteur explicatif de la croissance des PME familiales. Une bonne gestion, une politique d'approvisionnement efficace, une rémunération convenable des travailleurs et une attitude proactive des dirigeants apparaissent comme des facteurs favorables à la croissance.

En Tunisie, Zouari (2014) a analysé l'impact des contraintes financières sur l'innovation des PME. En utilisant un modèle Logit sur un échantillon de 117 PME, l'étude montre que le cash-flow influence positivement et significativement l'investissement innovant. Cela signifie que les PME innovantes dépendent fortement de leurs ressources internes, ce qui confirme l'existence de contraintes financières limitant leur accès aux ressources externes.

En France, Bach (2005) a examiné l'existence des contraintes de crédit auxquelles les entreprises françaises étaient confrontées entre 1991 et 2000. À partir des données individuelles d'entreprises, l'auteur conclut à l'existence d'un rationnement important du crédit, particulièrement pour les PME des secteurs concernés. Cette étude montre que même dans un contexte développé, les PME peuvent être confrontées à des restrictions d'accès au crédit bancaire.

Au Sénégal, Faye (2023) a étudié la contribution de la labellisation dans l'accès au financement bancaire des PME. En utilisant le modèle de score d'Altman Z, l'étude montre que les PME dont les demandes de financement avaient été refusées ont obtenu un accord après avoir bénéficié d'une garantie. Cela montre que les mécanismes de garantie peuvent contribuer au relâchement des contraintes de financement bancaire.

Enfin, Bouhadiba (2015), dans une étude portant sur la région MENA, montre que le partage de l'information à travers les registres publics et privés de crédit réduit l'opacité des PME vis-à-vis des bailleurs de fonds. Les résultats indiquent que les institutions de registre de crédit améliorent l'accès au financement externe en réduisant les asymétries d'information entre les banques et les PME.

### III. METHODOLOGIE

La présente étude adopte une approche quantitative explicative visant à analyser l'effet des contraintes du financement bancaire sur la croissance des PME dans la ville de Mbujimayi. Cette approche est cohérente avec l'objectif de recherche, qui consiste à établir une relation causale entre les conditions de financement bancaire et la performance des entreprises.

L'étude repose sur des données primaires de type transversal (cross-section) collectées auprès de 385 PME ayant effectivement bénéficié d'un financement bancaire. Le choix de ces unités d'analyse se justifie par la volonté d'examiner spécifiquement les contraintes ex post, c'est-à-dire celles auxquelles les entreprises sont confrontées après l'obtention du crédit. L'échantillon a été constitué à l'aide d'une méthode d'échantillonnage non probabiliste de convenance, en raison de l'absence d'une base de sondage exhaustive des PME financées dans la ville de

Mbujimayi. Cette approche, bien que présentant des limites en termes de représentativité statistique, reste adaptée au caractère exploratoire de l'étude et au contexte local.

La collecte des données a été réalisée exclusivement à l'aide d'un questionnaire structuré, administré aux dirigeants des PME. Conformément aux exigences de cohérence méthodologique, aucune technique qualitative (notamment le guide d'entretien) n'est mobilisée dans l'analyse des résultats, afin d'éviter toute confusion entre approches quantitative et qualitative.

### 3.1. Identification et opérationnalisation des variables

La spécification empirique du modèle repose sur une distinction claire entre la variable dépendante, les variables explicatives principales et les variables de contrôle, comme présenté dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 1. Opérationnalisation des variables**

Type de variable	Variable	Indicateur	Nature
<b>Dépendante</b>	Croissance des PME	Indice synthétique (ACP)	Quantitative
<b>Indépendante</b>	Taux d'intérêt	Pourcentage (%)	Quantitative
<b>Indépendante</b>	Taux de rationnement	Pourcentage (%)	Quantitative
<b>Indépendante</b>	Délai de remboursement	Nombre de mois	Quantitative
<b>Contrôle</b>	Taille de l'entreprise	Nombre d'employés	Quantitative
<b>Contrôle</b>	Ancienneté	Nombre d'années	Quantitative
<b>Contrôle</b>	Niveau d'éducation	Années d'études	Quantitative
<b>Contrôle</b>	Secteur d'activité	Variables indicatrices	Qualitative

### 3.2. Construction de la variable dépendante

La croissance des PME étant un phénomène multidimensionnel, elle est mesurée à partir de plusieurs indicateurs : l'évolution du chiffre d'affaires, la capacité de production, le nombre d'employés et les bénéfices nets. Afin d'obtenir une mesure synthétique et cohérente de cette variable, l'étude mobilise l'Analyse en Composantes Principales (ACP).

L'ACP permet de regrouper ces différentes variables en une seule composante principale représentant le niveau global de croissance. La validité de cette construction est vérifiée à travers les tests statistiques standards, notamment :

- L'indice de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO), qui mesure l'adéquation de l'échantillon ;
- Le test de sphéricité de Bartlett, qui vérifie l'existence de corrélations significatives entre les variables.

La composante principale retenue, expliquant la plus grande part de la variance totale, est utilisée comme indice quantitatif de croissance, servant de variable dépendante dans le modèle économétrique.

### 3.3. Spécification du modèle économétrique

L'analyse empirique repose sur un modèle de régression linéaire multiple estimé par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Le choix de cette méthode est justifié par la nature quantitative continue de la variable dépendante.

Le modèle est spécifié comme suit :

$$CROISS_i = \beta_0 + \beta_1 RAT_i + \beta_2 TINT_i + \beta_3 DELAI_i + \beta_4 TAILLE_i + \beta_5 ANC_i + \beta_6 EDUC_i + \beta_7 SECT_i + \varepsilon_i$$

Où :

- $CROISS_i$  : indice de croissance de la PME  $i$ ;
- $RAT_i$  : taux de rationnement du crédit ;
- $TINT_i$  : taux d'intérêt appliqué ;
- $DELAI_i$  : délai de remboursement ;
- $TAILLE_i$  : taille de l'entreprise ;
- $ANC_i$  : ancienneté ;
- $EDUC_i$  : niveau d'éducation du dirigeant ;
- $SECT_i$  : secteur d'activité ;
- $\varepsilon_i$  : terme d'erreur.

### 3.4. Hypothèses de recherche et signes attendus

Le modèle repose sur les hypothèses suivantes :

- $\beta_1 < 0$  : un niveau élevé de rationnement du crédit réduit la croissance des PME ;
- $\beta_2 < 0$  : un taux d'intérêt élevé exerce un effet négatif sur la croissance ;
- $\beta_3 > 0$  : un allongement du délai de remboursement favorise la croissance.

Ces hypothèses traduisent l'idée centrale selon laquelle le relâchement des contraintes de financement bancaire améliore la performance des PME.

### 3.5. Procédure d'analyse

L'analyse empirique est structurée en trois étapes successives :

1. Construction de l'indice de croissance (ACP) : cette étape consiste à agréger les différentes dimensions de la croissance en une variable synthétique validée statistiquement.
2. Estimation du modèle de régression par la méthode de MCO : cette étape permet d'évaluer l'effet des contraintes de financement sur la croissance des PME, en contrôlant les caractéristiques internes des entreprises.

### 3.6. Limites méthodologiques

L'étude présente certaines limites. L'utilisation d'un échantillonnage non probabiliste peut introduire un biais de sélection, limitant la généralisation des résultats. De plus, les données étant transversales, elles ne permettent pas d'analyser la dynamique temporelle de la relation entre financement et croissance. Toutefois, ces limites n'affectent pas la pertinence de l'analyse dans le contexte exploratoire de la recherche.

#### IV. RESULTATS

**Tableau 2. Synthèse des résultats de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) et fiabilité**

INDICATEURS	RÉSULTATS	INTERPRÉTATION
VARIABLES UTILISÉES	Chiffre d'affaires, Production, Emploi, Bénéfices	Dimensions de la croissance des PME
ALPHA DE CRONBACH	> 0,7	Bonne cohérence interne des variables
INDICE KMO	> 0,6	Adéquation satisfaisante de l'échantillon
TEST DE BARTLETT	Significatif ( $p < 0,05$ )	Corrélations suffisantes entre variables
NOMBRE DE COMPOSANTES RETENUES	1	Une seule dimension dominante
VARIANCE EXPLIQUÉE	> 90 %	Forte capacité de synthèse
CHARGES FACTORIELLES	Élevées (> 0,7)	Contribution importante des variables
INDICE OBTENU	Score factoriel (ACP)	Mesure synthétique de la croissance

**Source : Résultats de l'ACP, calculs de l'auteur**

Les résultats de l'Analyse en Composantes Principales confirment la validité et la fiabilité de l'indice de croissance construit. L'alpha de Cronbach indique que les variables utilisées présentent une forte cohérence interne, ce qui signifie qu'elles mesurent un même phénomène sous-jacent. Le test KMO et le test de Bartlett confirment que les conditions d'application de l'ACP sont respectées.

La rétention d'une seule composante principale, expliquant une part très élevée de la variance totale, montre que les différentes dimensions de la croissance évoluent de manière convergente. Les charges factorielles élevées indiquent que chacune des variables contribue significativement à la formation de l'indice.

Ainsi, l'indice obtenu constitue une mesure synthétique, robuste et statistiquement valide de la croissance des PME, ce qui justifie pleinement son utilisation comme variable dépendante dans le modèle économétrique.

**Tableau 2. Modèle de régression linéaire multiple par la méthode de moindres carrés ordinaires (MCO)**

Dependent Variable: INDICE\_CROISSANCE  
 Method: Least Squares  
 Date: 03/28/26 Time: 07:27  
 Sample: 1 385  
 Included observations: 385

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TAUX_DE_RATIONNEMENT	-0.003722	0.001089	-3.416815	0.0007
TAUX_INTERET_AP	-0.271715	0.015705	-17.30120	0.0000
DELAI_PRET_MOIS	0.024425	0.008024	3.044088	0.0025
SECT_SERVICES	-0.017399	0.077591	-0.224236	0.8227
SECTEURAGRICOLEOUINDUSTRIELLE	0.108406	0.076311	1.420581	0.1563
NOMBRE_EMPLOYES_2024	0.026223	0.010565	2.482169	0.0135
ANCIENNETE_ENTREPRISE_ANS	0.031675	0.010601	2.988052	0.0030
ANNEES_ETUDES_DIRIGEANT	0.027847	0.015979	1.742720	0.0822
C	3.900823	0.456063	8.553263	0.0000
R-squared	0.643382	Mean dependent var		5.19E-08
Adjusted R-squared	0.635795	S.D. dependent var		1.000000
S.E. of regression	0.603494	Akaike info criterion		1.850938
Sum squared resid	136.9412	Schwarz criterion		1.943352
Log likelihood	-347.3057	Hannan-Quinn criter.		1.887590
F-statistic	84.79375	Durbin-Watson stat		1.314507
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Auteur, sur base des données d'enquête

Les résultats issus de l'estimation par les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) mettent en évidence que les contraintes du financement bancaire influencent significativement la croissance des PME.

Le modèle est globalement hautement significatif (Prob(F-statistic) = 0.0000), avec un R<sup>2</sup> de 0,643, ce qui signifie que 64,3 % des variations de la croissance des PME sont expliquées par les variables du modèle. Cela traduit un bon pouvoir explicatif.

#### - Effets des contraintes de financement

Le taux de rationnement du crédit a un effet négatif et significatif ( $\beta = -0.003722$  ;  $p = 0.0007$ ). Ce résultat confirme que plus le niveau de rationnement est élevé, plus la croissance des PME diminue. Autrement dit, l'insuffisance de financement constitue un frein direct à l'expansion des entreprises.

Le taux d'intérêt exerce un effet négatif très fort et hautement significatif ( $\beta = -0.271715$  ;  $p = 0.0000$ ). Il s'agit de la variable la plus influente du modèle. Ce résultat montre que le coût du crédit constitue la contrainte principale, réduisant fortement la capacité de croissance des PME.

Le délai de remboursement présente un effet positif et significatif ( $\beta = 0.024425$  ;  $p = 0.0025$ ). Cela signifie qu'un allongement du délai de remboursement améliore la croissance des PME, en leur permettant de mieux gérer leur trésorerie et de rentabiliser leurs investissements.

#### - Effets des variables de contrôle

La taille de l'entreprise (nombre d'employés) a un effet positif et significatif ( $\beta = 0.026223$  ;  $p = 0.0135$ ), indiquant que les PME de plus grande taille ont une meilleure capacité de croissance.

L'ancienneté de l'entreprise exerce également un effet positif et significatif ( $\beta = 0.031675$  ;  $p = 0.0030$ ), traduisant l'importance de l'expérience et de la stabilité organisationnelle dans la performance.

Le niveau d'éducation du dirigeant a un effet positif mais faiblement significatif ( $\beta = 0.027847$  ;  $p = 0.0822$ ), suggérant un rôle favorable mais limité du capital humain.

En revanche, les variables liées au secteur d'activité ne sont pas significatives ( $p > 0.1$ ), ce qui indique que la croissance des PME ne dépend pas fondamentalement du secteur dans ce contexte.

Le modèle globalement estimé s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned} \text{CROISSANCE}_i &= 3,9008 - 0,0037 \text{TAUX\_RATIONNEMENT}_i - 0,2717 \text{TAUX\_INTERET}_i \\ &+ 0,0244 \text{DELAI\_PRET}_i - 0,0174 \text{SECT\_SERVICES}_i + 0,1084 \text{SECT\_AGRO}_i \\ &+ 0,0262 \text{EMPLOYES}_i + 0,0317 \text{ANCIENNETE}_i + 0,0278 \text{EDUCATION}_i \end{aligned}$$

Cette équation permet d'évaluer l'impact des conditions de financement bancaire et des caractéristiques des PME sur leur niveau de croissance.

### 1. Simulation de politique bancaire d'assouplissement des contraintes

Afin d'évaluer l'impact potentiel d'un assouplissement des conditions de financement bancaire sur la croissance des PME, des scénarios sont construits à partir des coefficients estimés du modèle économétrique. Ces scénarios permettent de comparer différents degrés d'intervention bancaire, allant d'une approche prudente à une réforme plus ambitieuse. Le modèle globalement estimé intègre à la fois des variables de financement bancaire et des variables structurelles propres aux entreprises. Toutefois, dans une optique d'analyse des politiques de crédit, seules les variables directement actionnables par la banque sont retenues pour la simulation, à savoir le taux de rationnement du crédit, le taux d'intérêt et le délai de remboursement. Les autres variables du modèle, telles que le secteur d'activité, la taille, l'ancienneté ou le niveau d'éducation, sont supposées constantes. Ainsi, les simulations sont réalisées à partir de la composante bancaire de l'équation estimée, en intégrant la constante du modèle. L'équation utilisée est la suivante :

$$Y = 3,9008 - 0,0037R - 0,2717T + 0,0244D$$

Les valeurs moyennes observées dans le tableau 5 ci-dessus constituent la référence et servent de point de départ à la simulation :

- Taux de rationnement moyen :  $R_0 = 44,790\%$
- Taux d'intérêt moyen :  $T_0 = 18,309\%$
- Délai moyen de remboursement :  $D_0 = 18\text{mois}$

#### Calcul du niveau initial de croissance (sans allègement de contraintes)

En remplaçant ces valeurs moyennes dans l'équation :

$$\begin{aligned} Y_0 &= 3,9008 - 0,0037(44,790) - 0,2717(18,309) + 0,0244(18) \\ Y_0 &= 3,9008 - 0,1657 - 4,9744 + 0,4392 \\ Y_0 &= -0,8001 \approx -0,800 \end{aligned}$$

Le niveau initial de croissance est donc :

$$Y_0 = -0,800$$

La lecture de la situation initiale ci-dessus renseigne qu'avec un taux d'intérêt de 18,309 %, un taux de rationnement de 44,790 % et un délai de remboursement de 18 mois, le niveau de croissance des PME s'établit à -0,800. Ce niveau négatif traduit des conditions de financement défavorables, marquées par un crédit coûteux, difficile d'accès et remboursable sur une période relativement courte. En lecture bancaire, cette configuration reflète une politique restrictive qui limite la capacité des PME à financer leurs investissements et à soutenir leur croissance. Ce niveau constitue la base de comparaison pour l'analyse des scénarios d'assouplissement des contraintes de financement.

### Scénario 1 : politique modérée

Ce scénario correspond à une politique d'assouplissement plus marquée, mais encore réaliste. Elle repose sur l'hypothèse que la banque :

- Réduit le taux d'intérêt de 4 % (18,309 %  $\rightarrow$   $T_1 = 14,309$  %)
- Réduit le taux de rationnement de 15 % (44,790 %  $\rightarrow$   $R_1 = 29,790$  %)
- Allonge le délai de remboursement de 6 mois (18  $\rightarrow$   $D_1 = 24$  mois)

Calcul du niveau de croissance

$$\begin{aligned} Y_1 &= 3,9008 - 0,0037(29,790) - 0,2717(14,309) + 0,0244(24) \\ Y_1 &= 3,9008 - 0,1102 - 3,8878 + 0,5856 \\ Y_1 &= 0,4884 \approx 0,489 \end{aligned}$$

Effet de l'assouplissement (Gain de croissance)

$$\begin{aligned} \Delta Y &= Y_1 - Y_0 \\ \Delta Y &= 0,489 - (-0,800) \\ \Delta Y &= 1,289 \end{aligned}$$

La lecture de ce scénario renseigne que la baisse du taux d'intérêt à 14,309 %, la réduction du rationnement à 29,790 % et l'allongement du délai à 24 mois conduisent à une amélioration du niveau de croissance à 0,489, soit un gain de 1,289. Ce résultat met en évidence que l'assouplissement des conditions de financement permet non seulement d'améliorer la croissance, mais aussi de la rendre positive. Sur le plan bancaire, ce scénario reflète une politique équilibrée dans laquelle la banque soutient significativement les PME tout en maintenant un niveau de risque encore maîtrisé.

Le tableau synthétique ci-après présente les résultats de ces trois premiers scénarios :

**Tableau 3. Synthèse des scénarios de politique bancaire**

Scénario	Taux d'intérêt (%)	Taux de rationnement (%)	Délai (mois)	Niveau de croissance	Gain de croissance
Situation initiale (sans allègement)	18,309	44,790	18	-0,800	–
Politique d'allègement modérée	14,309	29,790	24	0,489	1,289

Source : Auteur, sur base des simulations corrigées

Le tableau montre que la croissance des PME évolue favorablement lorsque la banque assouplit les conditions de crédit. La situation initiale, caractérisée par un taux élevé, un rationnement important et un délai court, conduit à une croissance négative (-0,800), traduisant un environnement financier contraignant. Dans le scénario de politique modérée, la combinaison d'un taux d'intérêt plus faible, d'un accès au crédit amélioré et d'un délai plus long permet d'atteindre une croissance positive (0,489). Cela confirme que la croissance des PME est fortement sensible aux conditions de financement. En somme, le tableau met en évidence une relation claire : plus la politique bancaire est souple, plus la croissance des PME s'améliore. La baisse du taux réduit le coût du crédit, la diminution du rationnement facilite l'accès au financement, et l'allongement du délai réduit la contrainte de remboursement.

### 3. Analyse de scénarios complémentaires de maintien du niveau de croissance

Afin d'approfondir l'analyse des politiques bancaires d'assouplissement, il est utile d'examiner des scénarios complémentaires visant à maintenir un même niveau de croissance, tout en modifiant la combinaison des instruments financiers. Cette approche permet d'identifier les arbitrages possibles entre le coût du crédit, l'accès au financement et les conditions de remboursement, dans une logique de décision bancaire. L'objectif de cet ajout est donc de déterminer comment le taux d'intérêt doit s'ajuster lorsque les autres variables évoluent, tout en conservant un niveau de croissance constant, celui de la politique modérée. Le point de départ de cette analyse est le scénario modéré, défini par :

- Un taux d'intérêt de 14,309 % ;
- Un taux de rationnement du crédit de 29,790 % ;
- Un délai de remboursement de 24 mois.

Ce scénario de référence a abouti à une croissance de :

$$Y_1 = 0,489$$

Avec un gain de croissance de :

$$\Delta Y = 1,289$$

L'équation de simulation est :

$$Y = 3,9008 - 0,0037R - 0,2717T + 0,0244D$$

#### Scénario 2 : allongement du délai de remboursement de 6 mois (passer de 24 à 30mois)

Dans ce scénario, on suppose :

- Délai ( $D_2$ ) = +6(Passant de 24 à 30 mois)
- Rationnement ( $R_2$ ) = 29,790% (Inchangé)
- Niveau de croissance maintenu ( $Y_1$ ) = 0,489 (inchangé)

On cherche le taux d'intérêt applicable ( $T_2$ ), sans compromettre la croissance.

Calcul du taux d'intérêt applicable :

$$\begin{aligned}
 Y &= 3,9008 - 0,0037R - 0,2717T + 0,0244D \\
 0,489 &= 3,9008 - 0,1102 - 0,2717T_2 + 0,7320 \\
 0,489 &= 4,5226 - 0,2717T_2 \\
 0,2717T_2 &= 4,5226 - 0,489 \\
 0,2717T_2 &= 4,0336 \\
 T_2 &= \frac{4,0336}{0,2717} = 14,848 \approx 14,849
 \end{aligned}$$

Effet marginal du délai sur le taux

$$\frac{\Delta T}{\Delta D} = \frac{0,540}{6} = 0,090$$

Une augmentation de 1 mois du délai permet une hausse du taux d'intérêt d'environ 0,09%

La lecture de ce scénario renseigne que l'allongement du délai de remboursement de 24 à 30 mois (soit +6 mois) permet une hausse du taux d'intérêt de +0,54%, passant de 14,309 % à 14,849 %, tout en maintenant la croissance à 0,489. Cette variation à la hausse du taux d'intérêt est moins que proportionnelle. L'analyse de l'intervalle de variation montre que chaque mois supplémentaire de délai autorise une augmentation d'environ 0,090% du taux d'intérêt. Cela met en évidence une relation positive entre la maturité du crédit et le niveau du taux d'intérêt compatible avec la croissance. En lecture bancaire, ce résultat signifie que le délai de remboursement agit comme un levier d'ajustement fin du prix du crédit : plus la banque accorde du temps aux PME, plus elle peut augmenter le taux sans détériorer leur performance. Le délai apparaît ainsi comme un instrument stratégique permettant de concilier rentabilité bancaire et soutien à la croissance.

### Scénario 3 : Augmentation du taux de rationnement (de 29,790% à 39,790%)

- Taux de rationnement ( $R_3$ ) = +10% (passant de 29,790% à 39,790%)
- Délai ( $D_3$ ) = 24 mois (Inchangé)
- Niveau de croissance maintenu ( $Y_1$ ) = 0,489 (inchangé)

Tenant compte de l'augmentation du taux de rationnement, on cherche le taux d'intérêt applicable ( $T_3$ ) sans compromettre la croissance des PME.

Calcul du taux d'intérêt applicable :

$$\begin{aligned}
 Y &= 3,9008 - 0,0037R - 0,2717T + 0,0244D \\
 0,489 &= 3,9008 - 0,1472 - 0,2717T_3 + 0,5856 \\
 0,489 &= 4,3392 - 0,2717T_3 \\
 0,2717T_3 &= 4,3392 - 0,489 \\
 0,2717T_3 &= 3,8502 \\
 T_3 &= \frac{3,8502}{0,2717} = 14,171 \approx 14,169
 \end{aligned}$$

Dans ce scénario, le rationnement augmente par rapport au scénario modéré, ce qui signifie qu'une plus grande part du crédit demandé n'est pas satisfaite. Pour éviter que cette contrainte d'accès ne réduise la croissance, la banque doit compenser par une baisse supplémentaire du taux d'intérêt, qui passe de 14,309 % à 14,169 %. Cela traduit une logique bancaire claire : si l'on accorde moins de crédit, il faut le rendre moins cher pour préserver la croissance.

### Scénario 4 : Politique mixte d'arbitrage bancaire (combinaison entre rationnement plus élevé et délai plus long)

Dans ce scénario, la banque modifie simultanément deux paramètres pour atteindre le même niveau de croissance :

- Taux de rationnement ( $R_4$ ) = +10 (passant de 29,790% à 39,790%)
- Délai ( $D_4$ ) = +6 (passante de 24 à 30 mois)
- Niveau de croissance maintenu ( $Y_1$ ) = 0,489 (inchangé)

Tenant compte de l'augmentation du taux de rationnement et du délai, on cherche le taux d'intérêt applicable ( $T_4$ ), sans compromettre la croissance des PME. Calcul du taux d'intérêt applicable :

$$\begin{aligned}
 Y &= 3,9008 - 0,0037R - 0,2717T + 0,0244D \\
 0,489 &= 3,9008 - 0,1472 - 0,2717T_4 + 0,7320 \\
 0,489 &= 4,4856 - 0,2717T_4 \\
 0,2717T_4 &= 4,4856 - 0,489 \\
 0,2717T_4 &= 3,9966 \\
 T_4 &= \frac{3,9966}{0,2717} = 14,709
 \end{aligned}$$

La lecture de ce scénario renseigne que l'augmentation du rationnement à 39,790 % et l'allongement du délai à 30 mois conduisent à un taux d'intérêt d'équilibre de 14,709 %, permettant de maintenir la croissance à 0,489. Ce résultat met en évidence un effet de compensation partielle entre les paramètres : le rationnement plus élevé exerce une pression à la baisse sur le taux, tandis que l'allongement du délai permet de le relever. Il en découle un arbitrage simultané entre coût, accès et maturité du crédit.

Le tableau ci-dessous présente les résultats synthétiques de ces 3 scénarios complémentaires :

**Tableau 4. Synthèse des scénarios complémentaires**

Scénario	Taux d'intérêt (%)	Taux de rationnement (%)	Délai (mois)	Niveau de croissance $Y^*$	Variation du taux (%)
Référence (Politique modérée)	14,309	29,790	24	0,489	–
Assouplissement par la maturité du crédit	14,849	29,790	30	0,489	+0,540
Ajustement par le coût du crédit	14,169	39,790	24	0,489	-0,140
Politique mixte d'arbitrage bancaire	14,709	39,790	30	0,489	+0,400

Source : Auteur, sur base des simulations des politiques d'assouplissement

La lecture du tableau ci-dessus met en évidence qu'un même niveau de croissance des PME, fixé à 0,489, peut être maintenu à travers différentes combinaisons des instruments bancaires, notamment le taux d'intérêt, le taux de rationnement du crédit et le délai de remboursement. Cette stabilité du niveau de croissance traduit l'existence d'une substituabilité partielle entre les variables financières, où l'ajustement de l'une nécessite une compensation par les autres. Dans le scénario de référence, correspondant à la politique modérée, la croissance de 0,489 est obtenue avec un taux d'intérêt de 14,309 %, un taux de rationnement de 29,790 % et un délai de 24 mois. Cette configuration constitue le point d'équilibre initial servant de base de comparaison. Dans le scénario d'assouplissement par la maturité du crédit, le délai de remboursement est allongé de 24 à 30 mois, tandis que le rationnement reste inchangé. Cette amélioration des conditions de remboursement permet une hausse du taux d'intérêt moins que proportionnelle de +0,54%, passant de 14,309 % à 14,849 %, sans effet négatif sur la croissance. Ce résultat montre que l'allongement du délai agit comme un mécanisme compensateur, permettant à la banque d'augmenter le coût du crédit tout en maintenant la performance des PME.

À l'inverse, dans le scénario d'ajustement par le coût du crédit, le taux de rationnement augmente de +10%, passant de 29,790 % à 39,790 %, ce qui traduit une restriction de l'accès au financement. Pour neutraliser cet effet défavorable, la banque est contrainte d'opérer une baisse du taux d'intérêt de -0,14%, de 14,309 % à 14,169 %. Cette situation met en évidence que le rationnement constitue une contrainte forte, nécessitant une diminution du coût du crédit pour préserver la croissance. Dans le scénario de politique mixte, la banque combine une hausse du rationnement (+10%) et un allongement du délai (+6 mois). Dans ce cas, le taux d'intérêt s'ajuste à 14,709 %, soit une hausse de +0,40% par rapport à la situation de référence. Cette augmentation reste inférieure à celle observée dans le scénario d'allongement du délai seul (+0,54%), car elle est partiellement atténuée par l'effet négatif du rationnement. Ce scénario illustre ainsi un mécanisme d'arbitrage, où les effets opposés des variables se compensent partiellement.

En somme, ce tableau montre que le maintien du niveau de croissance repose sur des ajustements différenciés du taux d'intérêt selon l'évolution des autres paramètres. Une amélioration des conditions de remboursement permet une hausse du taux, tandis qu'une détérioration de l'accès au crédit impose une baisse du taux. Lorsque ces deux effets sont combinés, ils conduisent à une variation intermédiaire du taux. Ainsi, la banque dispose de plusieurs leviers pour stabiliser la croissance des PME, mais ces leviers sont interdépendants. Le délai de remboursement apparaît comme un instrument facilitateur permettant de soutenir des taux plus élevés, tandis que le rationnement agit comme une contrainte nécessitant des ajustements à la baisse du coût du crédit. Cette dynamique met en évidence une logique d'arbitrage entre rentabilité bancaire et accessibilité du financement, au cœur des décisions de politique de crédit.

#### **4. Analyse de robustesse**

Afin de vérifier la solidité des résultats obtenus à partir du modèle de régression linéaire estimé par les Moindres Carrés Ordinaires, une analyse de robustesse a été réalisée à travers l'estimation d'un modèle de régression logistique ordinaire. À cet effet, le score continu de croissance, issu de l'Analyse en Composantes Principales, a été transformé en variable ordonnée à trois modalités (faible, moyenne et forte croissance) sur la base des terciles de sa distribution. Cette approche permet d'examiner si les déterminants identifiés influencent également la probabilité pour une PME d'appartenir à un niveau de croissance plus élevé.

Modèle de régression logistique ordinaire (logit ordinal)

Tableau 5. Résultats de la régression logistique ordinaire (logit ordinal)

Variables explicatives	Coefficient	Erreur Std.	Wald	p-value	IC 95 %
Taux de rationnement	-0,009	0,004	4,160	0,041	[-0,017 ; 0,000]
Taux d'intérêt	-0,919	0,084	119,727	0,000	[-1,084 ; -0,755]
Délai de remboursement	0,071	0,031	5,282	0,022	[0,010 ; 0,131]
Nombre d'employés	0,085	0,042	4,151	0,042	[0,003 ; 0,166]
Ancienneté de l'entreprise	0,123	0,042	8,554	0,003	[0,040 ; 0,205]
Années d'études du dirigeant	0,119	0,062	3,702	0,054	[-0,002 ; 0,240]
Agriculture/Industrie	0,456	0,306	2,221	0,136	[-0,144 ; 1,055]
Commerce	0,072	0,300	0,057	0,811	[-0,516 ; 0,659]
Services (référence)	—	—	—	—	—

Source : Auteur, sur base des données d'enquête

Il ressort de ce tableau que les résultats du modèle ordinal sont globalement cohérents avec ceux obtenus par les Moindres Carrés Ordinaires, ce qui constitue un premier élément en faveur de la robustesse des estimations. En effet, le taux de rationnement du crédit exerce un effet négatif et significatif ( $\beta = -0,009$  ;  $p = 0,041$ ), indiquant qu'une augmentation du rationnement réduit la probabilité pour une PME d'atteindre un niveau de croissance plus élevé. Ce résultat confirme que les restrictions d'accès au crédit constituent un frein à la dynamique de croissance des entreprises. De même, le taux d'intérêt présente un effet négatif et fortement significatif ( $\beta = -0,919$  ;  $p < 0,001$ ), traduisant le fait qu'un renchérissement du coût du crédit diminue fortement la probabilité d'appartenir aux catégories supérieures de croissance. Ce résultat met en évidence le rôle déterminant du coût du financement dans la performance des PME.

À l'inverse, le délai de remboursement exerce un effet positif et significatif ( $\beta = 0,071$  ;  $p = 0,022$ ), ce qui signifie qu'un allongement des échéances de remboursement augmente la probabilité pour une PME d'enregistrer un niveau de croissance plus élevé. Ce mécanisme s'explique par une meilleure gestion de la trésorerie et une capacité accrue à rentabiliser les investissements réalisés. Les variables structurelles confirment également les résultats du modèle principal. Le nombre d'employés ( $\beta = 0,085$  ;  $p = 0,042$ ) et l'ancienneté de l'entreprise ( $\beta = 0,123$  ;  $p = 0,003$ ) ont des effets positifs et significatifs, indiquant que les entreprises plus grandes et plus expérimentées ont davantage de chances d'atteindre des niveaux de croissance élevés. Les années d'études du dirigeant présentent un effet positif mais faiblement significatif ( $\beta = 0,119$  ;  $p = 0,054$ ), suggérant un rôle du capital humain, bien que moins déterminant. En revanche, les variables sectorielles ne présentent pas d'effet significatif, ce qui confirme que la croissance des PME dépend davantage des conditions de financement et des caractéristiques internes que de leur secteur d'activité.

## 5. Conclusion analytique

En définitive, la convergence entre les résultats du modèle économétrique estimé et ceux issus des simulations de politiques bancaires confère une forte robustesse empirique aux conclusions de cette étude. Elle met clairement en évidence que les contraintes de financement bancaire — en particulier le coût élevé du crédit et le rationnement des financements — constituent des freins structurels majeurs à la croissance des PME. À l'inverse, leur assouplissement agit comme un levier immédiat et puissant d'amélioration de la performance. Les simulations réalisées renforcent cette lecture en montrant qu'un ajustement conjoint des instruments bancaires permet de transformer une situation de croissance négative en une croissance positive, avec des gains significatifs. Elles révèlent également l'existence de mécanismes d'arbitrage entre le taux d'intérêt, le rationnement et le délai de remboursement, permettant de maintenir un même niveau de croissance à travers différentes combinaisons de politiques de crédit. En particulier, l'allongement du délai apparaît comme un levier stratégique capable d'absorber une hausse du coût du crédit, tandis que le rationnement exerce une contrainte plus rigide nécessitant des ajustements compensatoires. Ainsi, ces résultats confirment que la croissance des PME est fortement sensible à la qualité des conditions de financement et que leur amélioration constitue un levier stratégique central pour stimuler l'activité économique. Ils appellent, en conséquence, à une reconfiguration des politiques bancaires vers des dispositifs plus inclusifs, plus flexibles et mieux alignés sur les besoins réels des PME, afin de renforcer durablement leur contribution au développement économique local.

## V. Discussion des résultats

Les résultats obtenus montrent que les contraintes de financement bancaire influencent significativement la croissance des PME dans la ville de Mbujimayi, notamment à travers le rationnement du crédit, le coût du financement et les conditions de remboursement.

D'une part, l'effet négatif et significatif du taux de rationnement du crédit indique que les restrictions d'accès au financement limitent la croissance des PME. Ce résultat est cohérent avec les travaux de Bach (2005), qui mettent en évidence l'existence d'un rationnement du crédit affectant particulièrement les PME et réduisant leurs capacités d'investissement. Il rejoint également les conclusions de Bouchair et Dafri (2022), selon lesquelles les difficultés d'accès au crédit bancaire empêchent les entreprises de satisfaire leurs besoins de financement.

D'autre part, le taux d'intérêt apparaît comme la contrainte la plus déterminante, avec un effet négatif très significatif sur la croissance. Ce résultat corrobore ceux de Hadji (2021) et de Bouchair et Dafri (2022), qui identifient le coût élevé du crédit comme un obstacle majeur au financement des PME. Il confirme que des conditions de financement coûteuses réduisent directement la capacité des entreprises à investir et à se développer.

Par ailleurs, l'effet positif et significatif du délai de remboursement met en évidence l'importance de la flexibilité des conditions de crédit. Ce résultat est cohérent avec l'analyse de Tlili (2022), qui montre que la capacité de remboursement, notamment à travers le cash-flow, conditionne l'efficacité du financement bancaire. Un allongement du délai permet ainsi aux PME de mieux gérer leur trésorerie et d'améliorer leur performance.

Enfin, les résultats issus du modèle logit ordinal confirment ceux obtenus par le modèle MCO, en montrant que ces variables influencent également la probabilité pour une PME d'atteindre un niveau de croissance plus élevé. Cette convergence renforce la validité empirique de l'analyse et confirme que le relâchement des contraintes bancaires constitue un levier important de croissance.

Dans l'ensemble, ces résultats s'inscrivent dans la littérature empirique en montrant que la réduction du rationnement du crédit, la baisse du coût du financement et l'assouplissement des conditions de remboursement sont des facteurs essentiels pour favoriser la croissance des PME.

## CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'analyser dans quelle mesure le relâchement des contraintes de financement bancaire contribue à la croissance des PME dans la ville de Mbuji-Mayi. À partir d'une approche quantitative fondée sur des données d'enquête et une modélisation économétrique, les résultats obtenus mettent en évidence le rôle déterminant des conditions de financement dans la performance des entreprises.

Les estimations montrent que le taux de rationnement du crédit et le taux d'intérêt exercent un effet négatif et significatif sur la croissance des PME, tandis que le délai de remboursement a un effet positif. Ces résultats indiquent que les contraintes d'accès au financement et le coût élevé du crédit constituent des freins majeurs au développement des entreprises, alors que des conditions de remboursement plus flexibles favorisent leur expansion. La robustesse de ces conclusions est confirmée par l'analyse logistique ordinale, qui met en évidence des effets similaires sur la probabilité d'atteindre des niveaux de croissance plus élevés.

Par ailleurs, les simulations de politiques bancaires montrent qu'un assouplissement des conditions de crédit, combinant une réduction du taux d'intérêt, une diminution du rationnement et un allongement des délais de remboursement, permet d'améliorer significativement le niveau de croissance des PME. Elles mettent également en évidence l'existence d'arbitrages entre les instruments bancaires, soulignant que différentes combinaisons de politiques peuvent conduire à des résultats similaires en termes de croissance.

Ainsi, les résultats confirment que le relâchement des contraintes de financement bancaire constitue un levier central pour stimuler la croissance des PME. Ils suggèrent la nécessité, pour les institutions financières, d'adopter des politiques de crédit plus inclusives et adaptées aux réalités des PME, notamment en réduisant le coût du financement, en facilitant l'accès au crédit et en proposant des échéanciers de remboursement plus souples.

Toutefois, cette étude présente certaines limites, notamment liées à l'utilisation de données transversales et à un échantillonnage non probabiliste, qui peuvent restreindre la portée de généralisation des résultats. Des recherches futures pourraient approfondir cette analyse en mobilisant des données longitudinales ou en intégrant d'autres dimensions du financement, telles que les sources alternatives de financement.

En définitive, cette étude met en évidence que l'amélioration des conditions de financement bancaire constitue une condition essentielle pour renforcer la contribution des PME au développement économique local, en particulier dans des contextes caractérisés par des imperfections du marché du crédit.

## 1.1 Références bibliographiques

Bach, L. (2005). *Contraintes de crédit et financement des entreprises en France (1991–2000)*.

Bouchair, A., & Dafri, W. (2022). *Contraintes de financement bancaire des PME : Analyse empirique auprès des entreprises algériennes*.

Faye, A. (2023). *Labellisation et accès au financement bancaire des PME : Une analyse par le score d'Altman Z au Sénégal*.

Hadji, A. (2021). *Contraintes d'accès au financement bancaire des PME en Algérie : Cas de la wilaya de Sidi Bel Abbès*.

Kadjie, S., et al. (2019). *Déterminants de l'accès au financement bancaire des PME au Cameroun : Une approche par régression logistique*.

Mumpambla, L. D. (2014). *Financement des PME dans un contexte d'imperfection du marché de crédit bancaire en RDC: Nécessité d'une intervention du pouvoir public*. Université de Yaoundé, 124-126.

Nzugueum, T. (2023). *Contraintes financières et innovation des PME en période de crise COVID-19 au Cameroun*.

Saidonia, A., & Mouffok, M. (2023). *Analyse des besoins de financement des PME et des conditions d'octroi du crédit bancaire en Algérie : Cas de la wilaya de Bejaia*.

Singirankabo, J., et al. (2023). *Contraintes de financement des moyennes entreprises par les institutions bancaires au Burundi*.

Tlili, H. (2022). *Financement bancaire des PME et crédit d'investissement en Algérie : Cas de la BDL*.

Zouari, M. (2014). *Contraintes financières et innovation des PME en Tunisie : Une analyse par modèle logit*.

Bouhadiba, F. (2015). *Partage de l'information et accès au financement des PME dans la région MENA*.